

L'engagement du monde ouvrier pour la libération de la France

Pour la paix et le progrès social

75^{ème} anniversaire du débarquement en Normandie

Le 11 juin 2019



Engagement du monde ouvrier pour la libération de la France.

Au moment où est célébré le 75^{ème} anniversaire du débarquement en Normandie, il est important de rappeler à toutes et à tous, le rôle de la CGT, l'engagement de ses militants et du monde ouvrier, pour la libération de notre pays et pour le progrès social.

Ne comptons pas sur les autres : pouvoir et patronat, pour rappeler et mettre en avant, le rôle essentiel de la Résistance et en tout premier lieu, celui de la classe ouvrière et de la CGT.



N'oublions jamais, le rôle de la CGT et du monde ouvrier pendant l'occupation du fascisme hitlérien jusqu'à la libération de notre pays, dont le débarquement en Normandie fut une des étapes importantes.

A la libération, la CGT est l'une des organisations qui, grâce à son engagement dans la Résistance et du fait de la répression dont elle a été victime, a permis de triompher du nazisme et du régime collaborationniste de Vichy.

Luttons pour la paix et le progrès social.

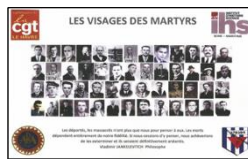
Alors que le budget militaire, consacré par notre pays est de **10 milliards** d'euros par an, soit **2%** du PIB à la demande de l'OTAN (dont la CGT demande la dissolution). Nous avons avec les salariés un rôle à jouer pour exiger un processus de désarmement, enjoindre les Etats à développer et favoriser le dialogue et les moyens financiers, pour la paix dans le monde et pour le progrès social.

La CGT dans la Résistance.

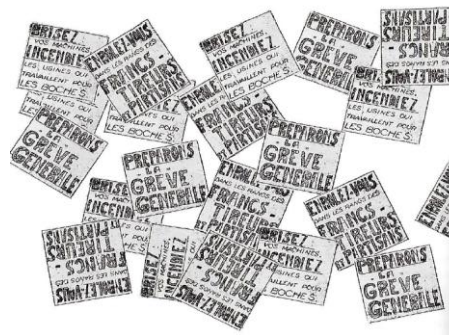
Après la défaite militaire de la France face à l'Allemagne, Pétain nouveau chef du gouvernement, signe l'armistice le 22 juin 1940. Une majorité de Français, se réfugie dans la résignation et l'attentisme. D'autres moins nombreux, dans la collaboration. Pour une minorité de Français, le renoncement à poursuivre le combat réclamé par Pétain et l'occupation sont inacceptables. De leur refus va surgir l'idée de résistance.

La classe ouvrière est restée dans sa masse fidèle à la patrie profanée. Ne pouvant admettre à devenir un peuple d'esclaves sous les bottes des nazis, la CGT au cours des quatre années d'occupation, a traversé plusieurs périodes et connu, en définitive des évolutions qui l'on conduite à combattre Vichy et à développer une action résistante.

Face à cette résistance, les nazis et leurs complices Vichystes menaient un fort combat. La CGT, le Parti communiste dissous, interdits, chassés, traqués, torturés. Sans oublier leurs militants fusillés ou morts en déportation (*plusieurs centaines de militants CGT en Normandie*).



Dans les entreprises, les militants CGT assurent la publication et la diffusion de la presse syndicale clandestine, principalement La Vie Ouvrière.



Ils sont nombreux à rejoindre les réseaux de résistance en appelant à lutter contre Vichy.

Ceci, avec des moyens souvent dérisoires, ils manifestaient, sabotaient et préparaient les actions armées à venir.

Pour ces camarades, comme pour des centaines d'autres, femmes, hommes, jeunes et anciens, il allait de l'intérêt national de libérer la France de l'ennemi juré du mouvement ouvrier.

Le fascisme ainsi vaincu, de nouvelles bases pour la reconstruction du pays pouvaient être mises en place : indépendance économique, maîtrise des grands moyens de production et une politique innovante de protection sociale.

Ainsi sera élaboré et adopté le 15 mars 1944, le programme du Conseil National de la Résistance. La CGT y a joué un rôle essentiel dans sa rédaction

Pour la CGT, il n'y a pas de progrès social, sans paix !

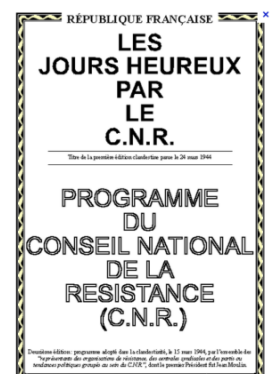
C'est pour cela, qu'à l'occasion du 75^{ème} anniversaire du département en Normandie, il est important de rappeler, comment il a été possible de reconstruire un pays ruiné par la guerre, avec la mise en place d'un programme issu du Conseil National de la Résistance (CNR) dont la CGT était membre.

Un programme (*sans la présence du patronat*), qui a permis à la France de se relever et qui jetait les bases politiques, économiques et sociales pour les années à venir.

Un programme social basé sur le travail, qui :

- Donne naissance à la Sécurité sociale.
- Qui généralise le droit à la retraite.
- Qui inscrit les grands principes d'un Code du travail protecteur des salariés.
- Les Comités d'entreprise.
- La protection contre le chômage.
- L'idée de mise en place de services publics.
- Les nationalisations.
- Statuts des électriciens et des gaziers, des fonctionnaires, etc...

75 ans plus tard ! C'est cela, que le patronat et gouvernement veulent toujours remettre en cause... Prétendre que 75 ans plus tard, les réformes issues du programme de CNR sont de nos jours financièrement insupportables, alors même que la France n'a jamais été aussi riche, est inadmissible. (*Les entreprises du CAC ont réalisé 93 milliards d'euros de bénéfices en 2017*).



Les femmes dans la Résistance.



La place des femmes dans la Résistance a été reconnue tardivement dans l'historiographie de la seconde Guerre Mondiale.

En effet, c'est à partir du moment où la communauté scientifique s'est penchée sur la résistance quotidienne, loin des fronts de combats armés, que l'importance du rôle des femmes a réellement émergé.

Cacher, héberger, nourrir, approvisionner, combattre l'ennemi : telles étaient les missions que la majorité d'entre elles exerçaient dans la clandestinité.

Au sein des réseaux, elles assuraient les travaux de secrétariat, étaient agents de liaison ou officiaient dans les services sociaux. Venues de tous les horizons sociaux et « portées par un devoir citoyen sans en avoir les droits », elles sont cantonnées aux rôles « dits » subalternes, mais essentiels. Néanmoins certaines avaient rejoint les unités de la France Libre comme médecin, infirmière et aviatrice.

Bien que le Colonel Rol-Tanguy ait déclaré dès la Libération en parlant des femmes que « sans elles, la moitié de notre travail eut été impossible ». Les résistantes sont les oubliées de la seconde guerre mondiale et leur engagement fut peu valorisé à la Libération. En effet, seulement 6 femmes sont nommées Compagnons de la Libération sur 1059 au total.

Grâce à leurs rôles pendant l'occupation, elles obtiennent enfin, le droit de vote et d'être élues. Près d'un siècle après les hommes, elles voteront pour la première fois en 1945 et entreront au Sénat en 1946.

La presse syndicale : La Vie Ouvrière, dans la Résistance.



Le gouvernement a peur du peuple ! Le 27 septembre 1939, la Vie Ouvrière (Journal de la CGT) est interdite. En janvier 1940, elle réapparaît clandestinement, 233 numéros ont été publiés pendant l'occupation.

La Vie Ouvrière reparait légalement. Ceux qui préparaient la grande trahison et la collaboration, ne pouvaient tolérer que continue à paraître notre journal qui fut ceux – rares - qui dénoncèrent avec vigueur le complot tramé contre la France et dont Munich fut une des péripéties.

La Vie Ouvrière ne s'inclina jamais. Avec le journal l'Humanité, elle est le journal qui compte le plus grand nombre de numéros illégaux.

Nous avons connu des périodes difficiles. Maintes fois nos imprimeries furent détruites ou saisies par la police ou la gestapo, nos rédacteurs arrêtés, emprisonnés, torturés ou fusillés.

Chaque fois nous avons remis debout nos moyens d'édition. De nouveaux rédacteurs remplaçaient ceux qui étaient tombés dans le combat et la Vie Ouvrière reparaissait sans coupure.

Chacun sait la place décisive que notre journal a tenue dans la lutte contre les envahisseurs et les traites.

Elle popularisa les grèves et les manifestations, transmet les directives des Comités populaire et des directions illégales des syndicats. Dans la clandestinité, elle fut ce qu'elle était avant : un lien entre les ouvriers et un guide fidèle pour tous les militants.

Luttons ensemble pour le progrès social !

Pour la CGT, le grand Capital est retombé dans son biais historique, à savoir : faire de l'argent avec l'argent.

Les gouvernements successifs se sont contentés de les accompagner, en mettant en place des réformes régressives et antisociales.

Aujourd'hui, le Président des riches continue dans cette voie.

Il ne répond pas aux colères sociales qui s'expriment depuis plusieurs mois.



- La casse de notre industrie, de nos services publics et de notre protection sociale se poursuit.
- La précarité s'accroît, les droits des salariés actifs, des privés d'emploi et des retraités sont remis en cause.

Agissons avec la CGT...

Pour la CGT, face à cette situation où les attentes sociales demeurent, ou la désillusion et la perte de confiance prennent le dessus, nous devons alerter les salariés et les citoyens, sur l'urgence d'agir contre cette destruction programmée qui nous replonge dans les sombres épisodes de notre histoire et qui fait le lit à l'extrême droite.

Le pouvoir veut aujourd'hui casser tout ce qui est collectif.

Pour la CGT, il faut redonner confiance à l'organisation collective.

La transformation sociale n'a produit des effets que parce que l'intervention était collective.

Et c'est ce goût du collectif qu'il faut mettre en avant.

C'est dans l'unité que le programmé du CNR a été imposé au patronat et au gouvernement.

C'est les divisions successives qui favorisent son détricotage.

URGENCES DÉMOCRATIQUES, SOCIALES, FISCALES, ENVIRONNEMENTALES.

LA RÉPONSE CGT EN 19 PROPOSITIONS

La CGT a mené son véritable débat à travers les cahiers d'expression revendicative populaire, donnant ainsi la possibilité à toutes et tous de faire entendre leur voix.

87% de nos concitoyens demandent un changement de politique économique et sociale. Le système libéral mondialisé ne profite qu'aux multinationales et aux très-riches. La lutte pour la justice sociale, fiscale ou la justice climatique est un tout, un même combat visant à changer de système. Il est illusoire de penser changer l'un sans l'autre, comme il est mensonger de donner à croire que des améliorations sont possibles sans changer de cap.

URGENCE SOCIALE

« Nous voulons vivre de notre travail ». C'est la phrase la plus entendue ces derniers mois. L'argent existe. Un chiffre : les entreprises du CAC 40 ont réalisé 93 milliards d'euros de bénéfices en 2017. 6 euros sur 10 sont allés dans les poches des actionnaires.

Augmenter les salaires, les pensions et les minima sociaux est indispensable pour pouvoir vivre : c'est bon pour l'économie grâce à l'augmentation du pouvoir d'achat, bon pour les finances publiques et pour le financement de la protection sociale.

→ Pour une augmentation du Smic à 1800 euros brut et un relèvement immédiat des salaires de 20% par mois.

D'après un sondage Opinion Way, 80% de nos concitoyens estiment que les salaires sont insuffisants en France. Ils ont raison ! 50% des Français touchent moins de 1500 euros net par mois et 4,5 millions de travailleurs gagnent moins de 700 euros. Près de la moitié des seniors actifs (plus de 50 ans) n'arrivent pas à boucler leurs fins de mois (enquête CSA du 2 avril). Cette augmentation de 300 euros par mois pour les salariés au Smic est le minimum indispensable pour vivre un peu mieux, pour satisfaire les besoins les plus fondamentaux : se loger, se nourrir, s'éduquer, s'alimenter, se reposer, communiquer, sortir... Parce que mon salaire, c'est aussi le brut. Les cotisations sociales incluses dans le salaire brut permettent de sécuriser ma santé, ma retraite, ma famille, une possible perte d'emploi. Augmenter le salaire brut bénéficie au salaire net mais aussi au futur paiement de la retraite et plus généralement à la protection sociale.

→ Pour une égalité professionnelle et salariale effective femmes/hommes.

En équivalent temps plein, les femmes touchent 18,5% de moins que les hommes selon l'Insee. Cette inégalité des droits est inacceptable. La résorption permettrait de renforcer, par les cessations versées, la Sécurité sociale et les caisses de retraite de 5,5 milliards d'euros par an. Cette égalité professionnelle passe par la lutte contre la précarité. 80% des femmes occupent des emplois à temps partiel. Mettons fin à cette discrimination avec l'emploi à temps plein pour régler.

→ Pour un montant de retraite égal à 75% du dernier salaire (avec un minimum vieillesse de 1200 euros) et une indexation des pensions sur le salaire moyen.

→ Pour un droit au départ à 60 ans, anticipé à 55 ans au titre de la pénibilité et à 50 ans pour les métiers à très forte pénibilité comme les égoutiers.

La retraite doit s'affirmer comme une étape de la vie. Les 100 à 120 milliards nécessaires à l'horizon 2050 sont largement financiables par une baisse du chômage, une hausse des salaires doublée d'une obligation d'égalité femmes/hommes et la création d'un « malus » sur les emplois précaires, la suppression des exonérations de cotisations sociales pour les bas salaires, les heures supplémentaires, etc., une taxation supplémentaire des dividendes et une lutte véritable contre l'évasion fiscale.

→ Pour une Sécurité sociale intégrale avec un droit à compensation de la perte d'autonomie à tout âge au titre de l'assurance maladie.

La perte d'autonomie – essentiellement liée à des problèmes de santé – justifie une prise en compte au titre de

L'argent existe !

Utilisons-le, pour nos revendications !

La CGT a fait dernièrement 19 propositions pour répondre à l'urgence sociale.

Comme il y a 75 ans, Battons-nous pour les imposer !